ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1973

RASSEMBLEMENT des RÉPUBLICAINS et des DÉMOCRATES SOCIALISTES

soutenu par
le Mouvement Réformateur



UNE VIE MEILLEURE

Les statistiques officielles démontrent que la France, de par son produit national brut, a l'air de bien se porter.

Mais les Français aspirent à traduire dans leur vie de chaque jour cette réalité, qui pour trop d'entre eux, n'est qu'une apparence.

La Qualité de la Vie que nous désirons exige :

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI AVEC LA GARANTIE DE L'EMPLOI

On ne saurait parler de dignité quand le salaire perçu (qu'il provienne du travail masculin ou féminin) est inférieur à 1000 F par mois. On ne saurait pas plus parler de sécurité lorsque le chômage ou le licenciement menace : le pouvoir politique se doit de prendre les moyens de garantir à chacun la possibilité de travailler et de vivre, sans obliger les salariés à se rendre à Dunkerque ou à Fos pour conserver leur emploi.

L'ÉGALITÉ DEVANT L'IMPOT

Il faut en finir avec l'injustice dont sont victimes les petits commerçants, artisans et travailleurs indépendants qui, le plus souvent à revenus égaux, sont surimposés. Il faut en finir avec les impôts désuets, tels la patente ou la contribution mobilière.

LE DROIT DE VIEILLIR DANS LA DIGNITÉ

Le droit à la retraite ne saurait être une aumône. Toute personne âgée, quelle qu'ait été son activité passée (salariés, travailleurs indépendants ou cultivateurs) se doit d'avoir la garantie d'un minimum vieillesse qui devrait être égal au salaire minimum.

L'âge de la retraite doit être fixé en fonction des possibilités physiques et intellectuelles de chacun. En particulier, les anciens P.G. ou d'A.F.N. (auxquels il faudra bien reconnaître la qualité d'Anciens Combattants), les victimes de guerre ou d'accident du travail, doivent pouvoir bénéficier d'une retraite complète à l'âge maximum de 60 ans.

L'ACCÈS A L'ÉGALITÉ SOCIALE

Tout individu a droit au respect, à la dignité et à l'égalité des chances dans la société. Cette égalité commence à l'école qui doit être un élément correctif des handicaps d'origine familiale, sociale ou simplement physique. L'Université doit être effectivement ouverte à tous ceux dont les possibilités intellectuelles le permettent.

Le respect de la personne humaine exige un revenu familial minimum garanti. L'accession pour tous à un logement décent doit être assurée (dans l'immédiat : 3000 logements nouveaux sont indispensables dans l'arrondissement).

LA DÉMOCRATIE DANS L'ÉCONOMIE

Il s'agit enfin d'assurer la primauté de la justice sociale sur la loi économique ; du pouvoir politique sur les puissances financières ; de l'intérêt général sur les intérêts particuliers de quelques-uns.

Il n'est plus possible de ne voir dans l'Economie qu'une notion de rentabilité, mais de mettre la croissance - indispensable au bien-être de chacun de nous - à la disposition des besoins essentiels, donc aux équipements collectifs des Français : éducation, logements, hôpitaux, communications, sécurité économique et sociale des individus.

Ce programme social et humain est parfaitement réalisable, sous la réserve essentielle que l'État accepte de restreindre son train de vie en supprimant ses dépenses de prestige.

Ces propositions peuvent améliorer considérablement nos conditions de vie. Il faut les réaliser. ENSEMBLE, NOUS LES RÉALISERONS !!!

VU, LES CANDIDATS :

Georges DONNEZ - Léon FRICHER

GEORGES DONNEZ

Le 23 Février 1973.

Aux Électrices et Électeurs
de la 19me Circonscription du Nord

Mesdames, Messieurs,

Les 4 et 11 Mars, vous élirez donc votre Député.

Je me présente à vous, fidèle aux promesses que j'avais faites et surtout, fidèle à la ligne politique que j'ai toujours suivie : je suis un social démocrate et entends le rester. Ceci signifie, en bref, que le socialisme en lequel je crois est celui des Pays Scandinaves ou de l'Allemagne de l'Ouest, dont le niveau de vie est le plus élevé d'Europe.

C'est celui-là, le « Socialisme à visage humain » et il n'en est pas d'autre.

Ceci signifie encore que je ne saurais admettre la technocratie qui nous gouverne : elle n'a aucun souci de l'homme et n'en aura jamais.

Ceci signifie enfin que je ne crois pas en le prétendu « Programme commun de la gauche » : là où un programme identique a été appliqué, s'en est suivie une catastrophe économique et sociale (voyez le Chili qui était cité en exemple, voici moins d'un an par « l'union de la gauche »).

Je ne dresserai pas pour vous un catalogue de promesses électorales impossibles à tenir. Je vous assure simplement que vous me trouverez à vos côtés, et pas seulement en période pré-électorale.

Montesquieu disait : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être au-dessus des hommes mais avec eux ».

Je serai avec vous.

Et cette promesse là, moi, je la tiendrai.

Bien vôtre